

NPA LORRAINE  
Nouveau Parti Anticapitaliste  
37 bis rue du Port  
55000 BAR LE DUC

A Ass « Alimentons les régions »

Le 11.3.2010

En réponse (un peu tardive) à votre interpellation des candidats aux élections régionales, et après un examen attentif des mesures que vous préconisez, nous vous informons que nous y souscrivons pour l'essentiel.

Certaines nous paraissent aisément applicable avec un minimum de volontarisme politique. D'autres nous semblent de mise en œuvre plus délicate car s'attaquant directement à la toute puissance de la sphère marchande.

En effet , afin de résoudre les problèmes gravissimes auxquels s'attaque votre association, perte et précarisation des emplois agricoles, pollution chimique, destruction des écosystèmes, accroissement du productivisme, etc, nous pensons comme vous qu'il est louable et souhaitable de vouloir « soustraire du marché spéculatif des terres arables » ou encore de promouvoir une politique de «reconquête foncière agraire ».

Nous pensons également comme vous que c'est bien « la réappropriation par les producteurs et les consommateurs des circuits de distribution » ainsi que le retour de la gestion de ces circuits aux collectivités locales, aux coopératives et plus largement à l'ensemble de la société civile, qui peuvent permettre un retour à la raison et inverser la spirale destructrice du productivisme que vous dénoncez.

Elus à la région, nous n'aurions de cesse de nous battre en faveur de la mise en œuvre de telles mesures.

**Il est d'ailleurs frappant de constater que le projet de société porté par le NPA, l'écosocialisme, n'est rien d'autre que la généralisation à l'ensemble de l'économie des principes que vous préconisez .**

Cependant, pour nécessaires quelles soient, ces mesures ne nous paraissent pas suffisantes. En effet, ce qui nous singularise par rapport aux autres partis qui peuvent partager votre point de vue, c'est que nous ne pensons pas possible de parvenir, même partiellement, au règlement de ces problèmes, sans une remise en cause globale du système capitaliste et productiviste.

C'est pourquoi nous nous garderons bien, en tant que candidats, de proposer des objectifs précis et quantifiés, tant au niveau de la politique foncière que de la création d'emplois, même si nous savons que le potentiel d'évolution en la matière est considérable et même si –répétons le- nous sommes prêts à nous battre pour la mise en œuvre de telles mesures.

En effet, il serait absurde et illusoire d'ignorer la résistance de la sphère marchande, et notamment des grands lobbies agroalimentaires qui ne se laisseraient pas aussi facilement déposséder de leurs actuelles prérogatives, par le simple truchement d'une politique régionale,

si volontariste soit-elle. Il serait tout aussi absurde d'ignorer l'interdépendance des différents secteurs de l'économie de même que la globalisation de celle-ci.

Pour souhaitable qu'elle soit, la relocalisation de l'économie ne se décrètera pas d'un claquement de doigt mais sera, à notre sens, le fruit de rudes combats.

La juxtaposition au sein d'un programme politique, de mesures modestes et de bon sens telles que celles que vous préconisez, n'a pour nous de sens que dès lors qu'elle s'inscrit dans un projet de société ambitieux, et osons le mot, révolutionnaire.

Pour nous, il est bien plus utopique de croire que l'on peut amender le capitalisme à la marge que d'espérer le dépasser purement et simplement. L'histoire lointaine et récente nous l'enseigne sans la moindre ambiguïté.

Pour parvenir à imposer de simples propositions telles que les vôtres, nous sommes convaincus qu'une mobilisation sans faille des populations sera nécessaire et que de seuls élus ne pourront pas les mettre en oeuvre sans le soutien actif du monde paysan, mais aussi des citoyens consommateurs.

Pour illustrer notre propos, considérons la dernière fois –à notre connaissance et appréciation- que l'Etat (réputé plus puissant qu'une région) a osé prendre une vraie –quoique modeste- mesure de régulation dans le secteur agricole. C'était en 2000, avec Jean Glavany à l'Agriculture et Laurent Fabius à l'Economie. Les socialistes, donc : Jospin avait fait voter en 2000 la loi sur les nouvelles régulations économiques. Elle comportait un volet agricole, dans lequel il y avait la possibilité de mettre en place un prix minimum de crise. Le produit était considéré en perte quand les prix à la production –imposés par le capital- étaient 40% moins chers que la moyenne des trois dernières années. C'était le cas de nombreux produits : Jean Glavany a mis en place le prix minimum, la douane était chargée de le faire appliquer et –bonne surprise- l'ensemble de la filière a joué le jeu.

Seulement voilà, aussitôt les importateurs de fruits ont porté plainte, la Commission européenne aussi, et la France a été condamnée à une lourde amende par Bruxelles, puis est pitoyablement rentrée dans le rang.

Comme on le voit, les gardiens de la concurrence libre et non faussée sont intraitables, ce qui n'a pas empêché des partis comme les Verts de voter oui au traité constitutionnel qui gravait dans le marbre de tels principes, se couchant ainsi devant la doctrine libérale et la dérégulation.

Aujourd'hui, la toute puissance des Carrefour, Leclerc et autres Intermarché est elle aussi gravée dans le marbre par la loi de modernisation de l'économie qui a instauré la négociabilité des prix. Sans parler des remises, ristournes, rabais, qui sont obligatoires quand le paysan discute les prix avec les distributeurs.

Tenter d'instaurer des circuits courts au niveau des régions ne suffira bien évidemment pas à juguler les effets catastrophiques de cette toute puissance si une contre puissance publique nationale et supranationale n'est pas opérante.

Cet exemple montre bien qu'en filigrane de votre faisceau propositionnel, se dessine l'impérieuse nécessité de l'incursion dans la propriété privée capitaliste. Les circuits de distribution ne pourront être repensés sans que l'on s'y attaque frontalement. Nos propositions en la matière ne seront pas développées ici par manque de temps.

Par contre, sachez que vous pourrez compter sur les élus du NPA pour se faire les ambassadeurs de la petite paysannerie et pousser dans le sens de toutes les mesures que vous proposez, notamment en appelant et en soutenant les inévitables luttes qui seront nécessaires pour les imposer.

Bien cordialement

Pour les candidats du NPA  
Jean Noël BOUET  
Tête de liste régionale